

CIBLE

Paix verte ?

Les violences qui ont gravement affecté Papeete ont de multiples causes dont les gouvernements successifs sont assurément responsables : corruption éhontée de quelques uns, pauvreté criante de beaucoup, absence de perspectives pour les plus jeunes, faiblesse des explications concernant la reprise des essais nucléaires.

Mais, sans tomber dans la paranoïa, il faut souligner la responsabilité de certaines puissances étrangères, qui ont suscité et soutenu le mouvement tahitien de protestation. Ainsi l'Australie, qui a avoué son implication en lançant un appel au calme lors de l'émeute qui a embrasé Papeete.

L'organisation Greenpeace, relayée par les agitateurs verts d'Allemagne, de Hollande et de France, n'est pas moins coupable d'une manœuvre de déstabilisation politique. En quoi la défense de la nature permet-elle de justifier le soutien à un mouvement indépendantiste ? Et quel étrange pacifisme que celui qui engendre des violences, des incendies et des pillages... La « paix verte » n'est pas la paix.

Juppé

La gestion cahotique



Entretien

Le regain monarchique

p. 6/7

Idées

La monarchie républicaine

p.9

Fractures aggravées

Un enfant de sept ans abattu dans une voiture d'immigrants yougoslaves est venu rappeler à la France estivale avec quelles méthodes nous combattons l'entrée des étrangers sur le territoire.

Ces méthodes sont agréées. Ni « bavure » d'après le ministre de la Justice, ni « opprobre » à jeter sur « un policier père de famille » selon le vice-président de la région PACA, le geste de « tirer pour tuer » sur un véhicule parce qu'il a franchi un barrage policier nocturne mal identifiable, aurait l'avantage de dissuader d'autres candidats à l'immigration. Notre pays, hospitalier à 16 000 réfugiés de la tragédie yougoslave tandis que l'Allemagne en accueillait 400 000, n'a sans doute que faire de la souffrance particulière de ces tziganes serbes fuyant les persécutions et traités par nous comme de véritables délinquants ; il est vrai qu'en France même nos gitans perdent les garanties civiles dont ils jouissaient.

Ainsi, notre citoyenneté s'exprime de plus en plus sur le mode du refus. La chose a été illustrée avec impudeur par le ministre de l'Intérieur à

propos de l'expulsion des clandestins par charters. L'idée d'en « banaliser » la pratique hebdomadaire est-elle de nature à tranquilliser ceux qui craignent l'invasion ? S'ils avaient connaissance du dossier - raretés des accords bilatéraux avec les pays d'origine, conditions d'interpellation, de détention et d'embarquement des sujets, nécessité de « remplissage » des appareils... - ils sauraient que la mesure est quantitativement dérisoire et devraient déjà discerner combien elle est odieuse. Sa symbolique minable, inaugurée par Charles Pasqua, imprudemment évoquée par Édith Cresson, bénie par Michel Rocard, achève de canoniser les fantasmes du Front national. Le Pen l'a rêvé, Debré le fait.

L'ennui est que les fruits de cette politique mûriront graduellement, fournissant autant de preuves de la dégradation du climat civique. On voit déjà le non-sens des situations personnelles créées par l'application de la loi Pasqua en matière de permis de séjour,

mariages, regroupement familial, etc. On observe la délation pratiquée dans certaines administrations municipales ou nationales - et même hospitalières - à l'égard des usagers en situation irrégulière. Ainsi se répandent, hélas, des comportements dégradants pour l'état de droit et cela en toute impunité grâce au développement d'une atmosphère de suspicion générale. Pourquoi ramener à leur extension légale les contrôles d'identité, alors que les attentats actuels leur ont donné toute latitude ? Et pourquoi s'arrêter à l'exclusion des étrangers ? Vagabonds et mendiants sont visés par de spectaculaires interdictions municipales et l'ensemble des démunis accusé de percevoir un Revenu Minimum d'Insertion trop élevé (savoureuse appréciation émise par un ministre expert en pauvreté...) ; l'attribution de ces aides sera rétro-cédée à des commissions cantonales dont le clientélisme passera pour une garantie d'équité...

Au lamentable exemple donné par l'État et les collectivités locales ne font pas équilibre les mesures sociales annoncées. Réquisition de logements pour SDF, allocation d'autonomie des personnes âgées, politique de la ville ou réforme de la fiscalité reçoivent un démenti moral immédiat du fait qu'elles s'accompagnent d'un discours de mépris. Vouloir « déplacer » les familles « délinquantes », exempter de sanctions les employeurs de clandestins, parler d'interdire les antennes paraboliques à certains usagers en fonction de leur ethnie ou réduire par priorité le taux d'impôt applicable aux plus hauts revenus a l'effet d'une contre-éducation à l'esprit de citoyenneté.

Sans doute faut-il rappeler à Jacques Chirac qu'ayant fait de la « réduction de la fracture sociale » le thème directeur de sa campagne, il a eu le dessus sur Édouard Balladur et coupé l'herbe sous le pied de Lionel Jospin, mais surtout, qu'il a été élu grâce à la différence qu'il a su afficher par rapport aux sombres tartarades de Charles Pasqua et à la grossièreté du Front national. Beaucoup, notamment parmi les jeunes, attendent de lui des mesures de justice et de courage. Le style négre-blanc de ces quatre premiers mois et le climat délétère qui en résulte donneraient à penser que, peut-être, le nouveau Président a passé un marché de dupes avec les Français.

Luc de GOUSTINE

Faites connaître
ROYALISTE
Abonnement d'essai
3 mois = 25 F

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2: Fractures aggravées - p.3 : Résister au terrorisme - Pour les essais 1 - p.4 : Jean-Contes et mécomptes de la rentrée - p.5 : Des Balkans au Liban - p.6/7 : Le regain monarchique - p.8 : Un monde à la de Gaulle - Venise-la-morte - p.9 : La monarchie républicaine - p.10 : Un prince sous la Restauration - La pucelle, l'histoire et l'historien - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Confusions.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: (1) 42.97.42.57
Télécopie: (1) 42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Résister au terrorisme

En frappant la population, les terroristes cherchent à provoquer la panique afin de ruiner la légitimité du pouvoir politique.

Le terrorisme donne dans un premier temps l'impression d'être imparable puisqu'il frappe « où il veut et quand il veut », afin d'affoler la population et de jeter au pouvoir un défi sanglant. Mais le pouvoir politique bénéficie de la force que lui donne sa légitimité démocratique : c'est l'adhésion populaire, bien plus que le dispositif policier, qui l'empêche d'être déstabilisé.

Sachant cela, les terroristes cherchent à affaiblir le lien fondamental entre le pouvoir et la population en démontrant à celle-ci, par des attentats répétés, qu'elle est gouvernée par des incapables : privée de la confiance qui lui est indispensable, l'autorité politique acceptera de négocier pour retrouver son crédit. En outre, les attentats peuvent chercher à détruire les relations habituelles entre les habitants du pays : le « terrorisme excitatif » vise à déclencher une chaîne de réactions violentes, tournées contre des individus ou des groupes qui serviront de boucs émissaires. Ainsi rejetés et directement agressés, certains membres de ces groupes peuvent être tentés de se radicaliser en rejoignant les terroristes ou leur mouvance.

La menace qui pèse sur la légitimité du pouvoir et sur la solidarité dans la nation détermine l'attitude civique qui doit être maintenue en toutes circonstances et surtout dans les pires :

- Soutien aux autorités politiques légitimes, à l'institution judiciaire et aux corps de fonctionnaires chargés de la lutte contre les terroristes, à condition que les principes démocratiques et les règles de droit soient scrupuleusement respectées. Il faut rappeler à cet égard qu'un État qui viole ses propres règles juridiques fait le jeu des terroristes dans la mesure où il affaiblit lui-même sa légitimité, et que les dispositions légales sont largement suffisantes pour triompher du terrorisme.

- Rejet des accusations (sans preuves) lancées par certains démagogues et de la suspicion jetée par des journalistes irresponsables sur des collectivités vagues (« les immigrés », « les Arabes », « les maghrébins »), des groupes religieux (« les islamistes » vite confondus avec l'ensemble des musulmans) ou des territoires (« les banlieues »).

- Dénonciation des procédés médiatiques de dramatisation des attentats et refus de toute exploitation des événements sous forme d'informations incontrôlées. L'épreuve est suffisamment grave pour qu'il faille en rajouter, et le sang-froid individuel et collectif est un atout majeur dans la lutte contre les terroristes.

Yves LANDEVENNEC

Pour les essais !

La France et les Français ne sauraient se laisser impressionner par les la campagne diplomatique et médiatique contre nos essais nucléaires.

La première explosion, début septembre, a été saluée par un concert d'imprécations dont certaines sont tout bonnement démentes, les Verts allant jusqu'à parler de « crime contre l'humanité ». Incapables d'émettre un avis sur le dossier technique, comme d'ailleurs la quasi totalité de ceux qui se sont prononcés, nous nous devons, en revanche, de rappeler les principes politiques et stratégiques qui justifient aujourd'hui ces essais :

1° La décision du président de la République concerne l'essentiel, à savoir l'indépendance de notre nation et sa survie en cas de crise internationale, face à des menaces qui peuvent survenir dans un avenir indéterminé. Cette décision, qui se situe dans une perspective à très long terme, est un des rares sujets où il faut faire a priori confiance au chef de l'État, non parce qu'il « en saurait plus » mais parce que, en ce domaine, le doute jeté sur la qualité de son jugement risque d'atténuer notre capacité dissuasive. Bien entendu, la décision du chef de l'État ne saurait être affectée par des sondages d'opinion, qui expriment de manière discutable des réactions instantanées et passionnelles.

2° Par voie de conséquence, toute campagne qui vise à jeter la suspicion sur la nécessité des essais nucléaires doit

nécessairement entraîner la reprise de ces essais, pour une raison décisive : pas plus que la détermination du président de la République à déclencher le feu nucléaire, nos capacités techniques ne peuvent être mises en question sans que notre capacité de dissuasion s'en trouve réduite. Les pressions de la mode, les avantages de la démagogie et le courant dominant de « l'opinion internationale » devraient donc être tenus pour négligeables par ceux qui prétendent éclairer l'opinion. Encore une fois, il s'agit de préserver les conditions de notre survie.

3° La dénonciation des « essais-qui-polluent » ne repose sur aucun argument sérieux. L'organisation Greenpeace est moins fondée que tout autre à plaider ce dossier technique, puisqu'elle vient d'avouer l'erreur magistrale commise par ses experts en ce qui concerne le caractère polluant de la plate-forme de la Shell qui devait être immergée.

4° Le thème pacifiste de « la-bombe-qui-tue » est une imposture puisque le propre de la dissuasion nucléaire est d'empêcher la guerre entre des pays qui disposent de la capacité de s'annuler. Ce qui s'est vérifié tout au long de la confrontation avec l'Union soviétique. Prenons garde aux naïvetés qui pourraient se révéler meurtrières.

Sylvie FERNOY

Jean

Sous la signature de Stéphane Bern, *Le Figaro* du 31 août a publié un portrait du prince Jean, duc de Vendôme, assorti de déclarations qui sont d'une grande importance pour l'avenir de la dynastie. Trois points méritent d'être tout particulièrement relevés :

Quant à sa participation à la vie du pays, le prince Jean, qui vient dans l'ordre de succession après son grand-père le comte de Clermont, a choisi une démarche paisible et raisonnée : « *A une entrée en scène spectaculaire, qui annonce un retrait tout aussi brutal, je préfère une évolution réfléchie. Ce qui m'importe, avant d'entreprendre une action politique, c'est de réaliser l'équilibre avec ma vie professionnelle et personnelle* ». Cependant, le prince Jean « *souhaite utiliser (son) temps libre pour aller à la rencontre des Français, visiter les villes, les régions, les entreprises* ». Le duc de Vendôme précise qu'il entend se rendre « *utile dans le domaine économique, social, ou culturel* ».

Quant à la Famille de France, le prince est confiant. « *Avec le temps, les blessures se referment* », dit-il. Et de préciser : « *Ma famille a connu des difficultés. Il faudra remonter la pente. J'ai confiance en ma génération* ».

Enfin le prince Jean songe au mariage, et a pleinement conscience de l'importance de son choix car « *il est essentiel que ma fiancée soit acceptée par ma famille et mon pays. Dans mon cas, un événement privé devient très vite un événement national* ». Heureuse perspective...

Y.A.

Contes et mécomptes de la rentrée

Il était une fois dans le beau pays de France un bon président qui avait à son avènement promis à son peuple monts et merveilles... Le conte s'est hélas arrêté trois mois après.

La dure réalité a pris le relais et il ne reste aujourd'hui plus grand-chose du souffle qui devait, à coup sûr, balayer les vilaines pratiques et les méchants résultats de prédécesseurs que, quelle que soit leur étiquette politique, on tenait en égal mépris.

Au fond Balladur a gagné puisque c'est sa ligne politique qui revient aujourd'hui en force. L'économie

est abrupte et les faits sont têtus. Point de vraie reprise. La consommation, en dehors des achats de voitures dopés par la prime Balladur, n'est jamais repartie. Bien au contraire, dans la plupart des secteurs, même si elle a crû en volume elle a diminué en montant. Les recettes fiscales, liées directement à ce nerf de la guerre économique, ont chuté dans des proportions considérables au premier semestre et rien n'indique qu'elles pourraient repartir à la hausse, même avec un taux majoré de 2 %. Les recettes liées à l'impôt sur le revenu ont connu le même triste sort.

Certes Balladur avait consciencieusement vidé les caisses durant sa campagne électorale en payant tout et surtout n'importe quoi, mais le gouvernement actuel n'est pas en reste. L'endettement a explosé

lin. On peut prêter à ce dernier nombre de défauts mais certainement pas imaginer qu'il est un imbécile. On peut être tenté de croire qu'il n'a pas voulu plus longtemps endosser la responsabilité de la gabegie et de la fuite en avant budgétaire. Son remplacement par le pâle Arthuys à un poste de première importance montre à quel point ce gouvernement n'est pas aussi soutenu qu'il veut bien le laisser croire.

Les bonnes paroles de Chirac sur France 2 le 5 septembre n'y changeront rien, on pourra toujours parler d'élan, de réformes, de changement, rien n'y fera s'il n'y a ni plan conçu ni volonté d'en bâtir un. Pour toute entre-

prise notre actuelle situation s'appellerait la cessation de paiement, et nulle part on ne voit poindre de projet susceptible de renverser enfin la vapeur, de prendre conscience que les changements doivent être profonds et étendus. La « France pour tous » se réduit aujourd'hui à la facture pour le plus grand nombre, à la fracture pour une part croissante de la population, et à l'avenir bouché pour les plus jeunes. La France perd son sang et comme l'écrivait Shakespeare : « *Qui nous paiera le prix d'un sang si cher* ».

Pascal BEAUCHER



La consommation n'est jamais vraiment repartie...

et atteint 3 400 milliards de francs, dont 400 pour la seule courte période Chirac-Juppé. Les salaires n'augmenteront que peu lorsqu'ils ne seront pas simplement gelés comme ceux des fonctionnaires. Il est illusoire de croire que cela sera d'une quelconque utilité au budget même si ce simple poste représente 40 % des sorties budgétaires. Les quelques malheureux milliards que l'on va y grappiller seront noyés dans la masse d'un déficit chaque jour croissant.

Tous ces faits peuvent, autant que les autres explications données, éclaircir la démission-limogeage d'Alain Made-

Des Balkans au Liban

La Bosnie-Herzégovine doit nous faire tous souvenir du Liban. Pourquoi ignorer dans les Balkans les leçons de la guerre du Liban ? Et à son tour, pourquoi la Bosnie devrait nous faire oublier le sort du Liban ?

Les deux crises, on n'aurait garde de le négliger, sont historiquement nées de l'effondrement de l'empire ottoman : la balkanisation de la fin du XIX^e siècle annonce le partage du Proche-Orient, et spécialement le morcellement de la Syrie avec la création d'un grand Liban. Le dilemme qui se pose aujourd'hui aux dirigeants bosniaques, mais aussi croates et serbes, évoque celui des années vingt, ressuscité par la guerre de 1975-1990, entre un Petit Liban homogène dissocié d'un environnement hostile et un Grand Liban pluraliste inséré dans la grande nation arabe.

L'épuration ethnique des territoires, les chrétiens libanais connaissent. Environ un sur trois a dû déménager. Hier imbriquées, les communautés sont aujourd'hui bien séparées. Pour autant, le Grand Liban a survécu mais on sait à quel prix : une sorte de confédération qui ne dit pas son nom avec la Syrie. Les Chrétiens sont chez eux dans la montagne, mais ils sont dépourvus de direction politique. Aoun est en France et Geagea en prison. Mais les Chrétiens ne veulent pas revivre ce qu'ils ont vécu et savent que la guerre n'est pas une solution. Le boycott des élections législatives en 1992 n'a pas permis à une nouvelle génération de prendre la relève. Le Patriarche maronite, sollicité, ne peut ni ne veut combler le vide politique.

Bref, les Chrétiens se sont renfermés dans une sorte d'exil intérieur ignoré ou mal compris à l'étranger. Étranger qui privilégie le gouvernement d'un État qui n'existe plus depuis quinze ans, dans lequel les Chrétiens ne se reconnaissent pas et dont on fait semblant de croire qu'il est politiquement indépendant parce qu'il est économiquement autonome.

On peut tracer un parallèle géopolitique entre la fédération croato-bosniaque et le « traité d'amitié » de 1991 entre la Syrie et le Liban. Dans ce parallèle les forces des Serbes de Bosnie rappellent l'armée du Sud-Liban soutenue par Israël. Mais ce parallèle s'inverse si l'on se situe sur un plan, disons, « idéologique » : à travers la Croatie, les Musulmans bosniaques s'ouvrent à l'Ouest dans la logique de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie ; à l'inverse les Libanais sont liés à l'Est à une Syrie qui partage avec la Serbie une ancienne inclination soviétique, un centralisme autoritaire, une économie socialisée. Assad, comme Milosevic, victime de sanctions, est pour une sortie négociée mais réticent à toute libéralisation.

L'un comme l'autre intéressent les Américains parce qu'ils confortent les projets économiques que ces derniers appuient dans un cas sur la Croatie (et l'Allemagne), dans l'autre sur Israël. Ni les Bosniaques, ni les Libanais, quelles

que soient, dans un cas comme dans l'autre, leurs confessions ou leurs ethnies, ne sont prioritaires dans ce contexte.

L'ambition du Premier ministre Hariri, soutenu par l'Arabie Saoudite, de faire de Beyrouth un nouveau Hong-Kong prend comme point de départ le point où l'enclave chinoise en sera à l'échéance de 1997 : un gouvernement, deux systèmes économiques, le dollar et le casino sur la côte, la livre syrienne inconvertible et l'armée au-delà de l'Anti-Liban. Comme la Chine, la Syrie d'Assad cherche à combiner l'ouverture économique et l'autoritarisme politique, avec les mêmes incertitudes sur la succession du chef, le parti et l'armée. Est-il possible de vivre longtemps sous une telle contradiction dans une terre aussi instable et ouverte que le Proche-Orient ?

Sauf à prévoir le pire, la présence des Chrétiens au Liban pourrait constituer à l'avenir une chance pour une évolution souple en Syrie qui ne s'exprimerait ni par une simple américanisation ni par le fondamentalisme mais par une libéralisation et une démocratisation contrôlées, cadre unique dans lequel le Liban pourrait retrouver son indépendance. De même, les Musulmans de Bosnie doivent pouvoir faire éviter une évolution trop unilatérale de la Croatie de Tujman et contribuer à son rééquilibrage. Dans cette configuration, le mieux serait encore que la Bosnie conserve sa souveraineté, ne serait-ce que limitée comme celle du Liban.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **PORTUGAL** : Le duc de Bragança, invité à Luxembourg par le grand-duc Jean, s'est arrêté à Paris quelques heures, le temps de participer sur M6 à l'émission « Capital » consacrée aux mariages et notamment aux unions princières. Emmanuel Châin devait ainsi interroger l'héritier du trône portugais sur les conséquences économiques de son récent mariage avec Isabel de Hérédia. On se souvient en effet que le mariage de Dom Duarte avait soulevé une vague populaire d'intérêt en faveur de la monarchie sur laquelle les entreprises portugaises avaient essayé de « surfer » pour promouvoir leurs produits nationaux.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le prince William, fils aîné des princes de Galles est entré mercredi 6 septembre au collège d'Eton, à deux pas du château de Windsor. Agé de treize ans, l'héritier en second de la Couronne britannique y poursuivra sa scolarité sans recevoir de traitement privilégié car, selon la volonté de sa mère, il doit avoir une vie « normale ». Une gageure quand on sait que le prince William devra porter en permanence une balise électronique afin que ses gardes du corps et les services chargés de sa sécurité puissent le localiser à tout instant. Il sera plus difficile en revanche d'écarter les paparazzis qui, dit-on, ont déjà loué des chambres avec vue sur Eton High Street. Le président de la Commission britannique des plaintes contre la presse, Lord Wakeham, vient d'adresser un avertissement aux journaux, les enjoignant de « *laisser grandir en paix* » le prince William. « *Le prince n'est pas une institution, ni une vedette de feuilleton télévisé, ni une star de football. (...) Il doit avoir le droit d'étudier à Eton sans la peur d'appareils photos cachés partout* ».

♦ **BULGARIE** : L'anniversaire de la mort du tsar Boris III donne lieu chaque année à des manifestations populaires d'hommage et d'espérance en faveur de la monarchie. Ainsi, cette année, outre la messe traditionnellement célébrée au Monastère de Rila où repose le cœur du roi depuis 1993, un monument au tsar Boris III a été inauguré à Varna, sur la mer Noire, et à Krastova Gora, un service religieux a été célébré.

♦ **RUSSIE** : Les restes du tsar Nicolas II ont définitivement été identifiés grâce à l'étude de l'empreinte génétique du squelette retrouvé dans une fosse commune près d'Ekaterinbourg, identique à celle d'un frère de l'Empereur exhumé de la forteresse Pierre et Paul.

♦ **BELGIQUE** : La reine Fabiola n'est pas décidée à prendre sa retraite. Elle a été très applaudie à son arrivée à Pékin pour la conférence organisée par les Nations Unies sur l'émancipation des femmes en milieu rural. L'ancienne Première Dame se consacre également à la Fondation Roi Baudouin afin de lutter contre l'exclusion et a accepté avec joie l'hommage qui lui est fait par le « Concerto de la reine » de Didier Van Damme, disque vendu au profit de la Fondation.

Le regain monarchique

Après avoir débarqué en Normandie comme lieutenant de l'armée britannique le 6 juin 1944, Charles Hargrove, qui est diplômé de Cambridge, a été correspondant du *Times* en Europe et en Extrême-Orient pendant trente-cinq ans. Membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, il a récemment consacré un ouvrage à la Reine d'Angleterre dans lequel il s'interroge sur l'état de la monarchie britannique et sur son avenir dans une Europe où l'institution royale connaît un regain de popularité.

■ **Royaliste :** Etes-vous royaliste, et si oui de quelle manière ?

Charles Hargrove : Pour un Anglais, être royaliste ce n'est pas être de gauche ou de droite mais simplement adhérer à un principe. Royaliste d'instinct, comme tous les Britanniques, je suis devenu, à force d'étudier la monarchie britannique et la personnalité du souverain actuel, un royaliste de raison.

Mais avant de vous dire pourquoi, je voudrais rendre hommage à la mémoire du *group-captain* Peter Townsend, qui est mort en juin dernier, et qui a beaucoup défrayé la chronique dans les années cinquante puisqu'il a été le héros de la première histoire d'amour moderne touchant la famille royale. Il y en a eu beaucoup d'autres depuis, et moins édifiantes. Peter Townsend avait annoncé publiquement en 1955 qu'il renonçait à épouser la princesse Margaret, dont il était extrêmement épris, parce qu'il y a quarante ans le mariage d'une princesse avec un homme divorcé n'était absolument pas concevable. Nous voyons que ce qui était impossible en 1955 est maintenant devenu chose courante, puisque la princesse Anne a divorcé de son premier mari et s'est remariée dans un grand tintamarre médiatique, qui contraste avec la relative discrétion de la presse des années cinquante.

Cette histoire de Townsend est exemplaire parce qu'elle démontre que la monarchie britannique n'a cessé de s'adapter au gré des changements politiques. Et c'est ainsi qu'elle a survécu, car le secret de la monarchie britannique est sa puissance d'adaptation.

■ **Royaliste :** Rien ne paraît pourtant plus traditionnel que la monarchie britannique...

Charles Hargrove : Cette capacité d'adaptation est en effet souvent sous-estimée parce que nous avons dans nos esprits les images du cérémonial qui entoure la monarchie britannique. Mais ces images traditionnelles nous cachent l'évolution qui a notamment eu lieu depuis le début du siècle. Georges V, qui n'était pas très moderne, a été le premier roi à accepter un travailleur comme premier ministre : Ramsay MacDonald qui avait d'ailleurs conservé du souverain un souvenir ému. On rapporte que lorsque la révolution russe a éclaté en 1917, quelqu'un a demandé au roi ce qu'il ferait si une révolution analogue éclatait en Angleterre : Georges V avait répondu « *je deviendrai le premier roi des soviets britanniques* ».

Les changements ont été considérables au cours des trois dernières années. Vous vous souvenez qu'à la fin de l'année 1992, la Reine avait parlé dans un discours d'*annus horribilis* car il y avait

eu la séparation du prince et de la princesse de Galles, la séparation du prince Andrew, le divorce de la princesse Anne. N'oublions pas non plus l'ouverture du palais de Buckingham aux visites du public, et la décision de la Reine de payer des impôts - ce que le monarque avait cessé de faire depuis 1925.

■ **Royaliste :** L'évolution va-t-elle se poursuivre aussi rapidement ?

Charles Hargrove : Je crois que la monarchie anglaise aborde une période un peu plus calme. Vous avez sans doute été frappés comme moi par le fait que la presse internationale, pas plus que la presse anglaise, ne consacre de gros titres aux démêlés conjugaux du prince héritier, ou à la controverse qui a sévi il y a deux ans sur l'aptitude d'un roi divorcé à régner.

Cependant, ce divorce est encore probable, car la situation actuelle est impossible : le prince de Galles et son épouse vivent séparés, et si la reine actuelle venait à mourir, on n'aurait pas un roi et une reine assistant séparément à des cérémonies officielles : en tous cas, cela ne s'est pas vu depuis 1821, quand le roi Georges IV avait interdit l'entrée de l'abbaye de Westminster à sa femme Caroline dont il avait en vain tenté de divorcer - le Parlement lui ayant refusé cette faveur.

Malgré toutes ces turbulences, la monarchie reste une

valeur sûre en Grande Bretagne et même ailleurs : sur quinze membres de l'Union européenne sept sont des monarchies - sans compter Monaco et le Liechtenstein. A mes yeux, la monarchie est une institution plus solide qu'elle ne l'était il y a cinquante ans. Au sortir de la première guerre mondiale il y a eu une hécatombe d'empereurs et de rois. Winston Churchill disait d'ailleurs que pendant sa vie il avait vu tomber cinq empereurs, huit rois et deux dynasties mineures - car il y a eu une nouvelle charrette en 1945.

Loin d'être un archaïsme pittoresque, la monarchie est une

institution dans le vent. J'en vois la preuve dans la popularité qui entoure les rois et les reines des pays récemment libérés du joug communiste - la Roumanie, la Bulgarie - et dans l'extraordinaire déploiement de faste et de loyalisme envers la monarchie des Habsbourg lors des funérailles de l'archiduchesse Zita. Quant à la France, je pense que la République gaullienne, surtout dans son incarnation de 1962, est un hommage que le sentiment républicain rend à la monarchie. Ce regain de prestige et de crédit de la monarchie résulte du fait que cette institution « tient mieux

le coup » dans la crise qui frappe toutes les institutions politiques - que ce soit en Angleterre, en Allemagne, en France ou en Italie.

■ **Royaliste :** A quoi attribuez-vous cette capacité de résistance ?

Charles Hargrove : Le regain monarchique en Belgique, en Espagne et dans d'autres pays tient d'abord au fait que cette institution donne un visage humain à un État qui est impersonnel et envahissant. La monarchie fait appel au cœur, pas à la raison. Dans son incarnation anglaise, mais aussi belge ou espagnole, la monarchie est profondément illogique. En effet qu'y a-t-il de plus illogique que d'avoir à la tête de l'État une personne qui succède à une autre par primogéniture ? Et pourtant, les souverains ainsi désignés sont les plus populaires qui soient. Bien entendu, la monarchie est encore plus illogique en Angleterre que partout ailleurs. Et le seul républicain anglais, qui s'appelait Willy Hamilton et qui a été pendant des années membre du Parlement, avait coutume de dire que la monarchie anglaise ne survivrait pas un instant si elle était fondée sur la rationalité et la logique. Pour ma part, j'ajoute que la monarchie anglaise n'aurait pas tenu si elle avait été fondée sur une constitution écrite. On a dit que la constitution britannique pouvait se résumer en une phrase, c'est

que la Reine est souveraine en son Parlement. La boutade n'est pas complètement fautive !

Cette popularité ne tient pas seulement au faste qui entoure le monarque, puisque la République française déploie un faste qui impressionne tous les étrangers. Simplement, il me semble que les monarchies font de meilleures mises en scène que tout autre régime. Et pourtant, malgré la légende, les monarchies sont moins coûteuses que les républiques : les comparaisons qui ont été faites sur le coût des différents régimes montrent que le coût de la monarchie britannique était très inférieur à celui d'un régime républicain parce que le coût d'une élection présidentielle est très élevé comme vous le savez, et parce que le monarque n'a plus de cour, il n'a pas de clientèle, il n'a pas besoin d'acheter (au propre et au figuré) des voix pour demeurer au pouvoir.

La popularité de la monarchie s'explique aussi par le fait qu'elle est un élément de stabilité politique, et un ultime rempart contre les aventures - ce qui s'est vérifié en Espagne lors de la tentative de putsch, puisque c'est le roi qui a rappelé les généraux au respect de la légalité.

■ **Royaliste :** Pourtant, la monarchie britannique a été tout particulièrement contestée ces dernières années...

Charles Hargrove : La monarchie britannique est plus solide maintenant qu'elle ne l'était il y a un demi-siècle, mais elle est aussi plus vulnérable. Je m'explique : elle est plus vulnérable parce qu'elle est maintenant beaucoup plus personnalisée. Autrefois, le monarque pouvait avoir une personnalité effacée : il était là en vertu du principe de continuité et par la force de la tradition. Aujourd'hui, la médiatisation, à mon avis excessive, fait que la monarchie est constamment sous le feu des projecteurs. Or on ne peut s'attendre à ce que les personnes royales aient des comportements toujours exemplaires. Ceci d'autant plus que, vivant de plus en plus dans le siècle, les jeunes membres de la famille royale en portent la marque et en adoptent plus ou

moins les mœurs. La vertu victorienne ne peut manquer d'en souffrir : l'exigence de moralité ne tient pas compte de la faillibilité des personnes. Et cette faillibilité est d'autant plus visible que la monarchie britannique est devenue plus familière. Comme on l'observe de plus près, on voit plus de failles, et les attaques sont d'autant plus rudes. En outre, si la monarchie britannique est apparue ces dernières années plus fragile que d'autres, c'est qu'elle semble entretenir une nostalgie, un certain passéisme, et le regret de ne plus être une puissance impériale. Cette nostalgie est confortée par un certain esprit de caste, qui se caractérise par la résistance au changement. Mais cela est typique du comportement britannique, qui se réfugie dans le passé pour compenser les déboires de son pays.

Cela dit, le monarque n'est pas seulement une référence morale, et il n'est certainement pas un simple figurant. On a trop tendance à dire que le monarque n'a plus aucun pouvoir. Certes, « le roi règne mais ne gouverne pas ». Mais le gouvernement s'exerce au nom de la reine, et c'est le monarque qui promulgue les lois, qui nomme aux plus hauts postes civils et qui nomme tous les officiers de l'armée britannique. La justice est rendue au nom du monarque devant les tribunaux. De plus, le monarque est le chef de l'Église anglicane. En fait, si le pouvoir politique du souverain britannique est très limité, la Reine conserve deux droits constitutionnels très importants : elle nomme le Premier ministre, et elle dissout le Parlement. Dans certaines circonstances, ce droit de dissolution pourrait être utilisé si le gouvernement de la nation s'avérait impossible en raison de la composition du Parlement. La Reine a également trois autres droits qui sont importants du point de vue politique : le droit d'être informée, le droit de conseiller, le droit de mettre en garde. Aussi la Reine conserve aujourd'hui un pouvoir qui est loin d'être négligeable.

Propos recueillis par

Jacques Blangy
Charles Hargrove - *La Reine, le mythe et la réalité* - Perrin - prix franco 125 F.



◆ Depuis le couronnement d'Elisabeth II en 1952, la monarchie britannique a profondément évolué

Un monde à la de Gaulle

Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord de 1986 à 1993, Gabriel Robin est un diplomate qui réfléchit à la politique étrangère. Entre ceux qui refont le monde et ceux qui le pratiquent tous les jours, il a la nostalgie d'une ambition pour la France.

Laquelle ? Ou bien nous visons trop haut : égarer l'Amérique, c'est se tromper de guerre. Avec le monde de Yalta, sont mortes les superpuissances. La Russie est ou redeviendra un grand pays. Les États-Unis sont les plus grands. Mais la différence n'est plus de nature, elle n'est que de degré. Ou bien nous nous trouvons seuls : de Gaulle avait dû payer d'un certain isolement sa souveraineté reconquise. « Mon verre est petit mais je bois dans mon verre », disait-il.

Ce dilemme entre la puissance et l'indépendance, nous avons cru le dépasser avec la construction européenne : échange un peu de souveraineté contre plus de puissance. Ce n'est pas du tout la réponse de Robin. Selon lui, ce n'est pas au moment où la version française de l'État-nation a triomphé contre le monde des blocs qu'il faudrait rejoindre le camp des « orphelins de

Yalta ». Il refuse de croire que le monde ait guéri du cancer pour attraper le SIDA. Corrigeant les illusions d'optique, il nous rappelle que le monde nouveau est moins dangereux, moins instable et moins irrationnel que celui de la destruction mutuelle assurée. Les conflits locaux ne sont plus généralisables. Le nationalisme n'est pas devenu le mal absolu qu'on n'avait jamais vu en lui hier. Des équilibres régionaux existent. Ce monde des nations, auquel d'aucuns voudraient imposer un « ordre » extérieur, est imparfait certes mais « il y a plus à gagner à le parfaire en épousant sa logique qu'à lui faire violence pour le faire réformer ».

Un pays comme la France y a beaucoup de chances s'il veut s'assumer comme un membre permanent responsable du Conseil de Sécurité aux côtés des « grands » - en relation avec les États-Unis - plutôt que comme actionnaire minoritaire de l'Union Européenne. Car, selon l'Ambassadeur de France, les deux s'excluent. Il faut choisir. L'optimisme sur le monde doit entraîner une nouvelle résolution à la tête du pays.

Yves LA MARCK

Gabriel Robin - « Un monde sans maître. Ordre ou désordre entre les nations ? » - Éditions Odile Jacob - prix franco : 140 F.

Venise-la-morte

Contre Venise, Régis Debray a des mots qui font mal, parce qu'ils touchent juste et profond.

A quoi bon la polémique, si elle provoque le rire ou la colère aux dépens d'autrui et de lui seulement ? Aussi le dernier ouvrage de Régis Debray paraît-il de bonne guerre puisqu'il nous atteint en plein cœur, là où se nichent les nostalgies douces, les plaisirs délicats, les tendres amours.

Ecrire contre Venise (1), la ville qui offre sa beauté archétypique à nos jolis émois ! Le gratin du pèlerinage vénitien (Carnaval, Festivals) maudira ces pages comme tous ceux qui, au moins une fois, ont pris la Ville pour cadre de leur voyage de noces ou de leurs effusions clandestines.

Mais justement, il ne faut pas tout confondre : la ville et le cadre, la vie et la scène, le peuple citadin et la déambulation des visiteurs, les jeux de l'amour et l'extase mystique, l'esthétisme et la métaphysique. Venise n'est plus qu'un théâtre où l'on donne la Fête vénitienne, la Mort à Venise et autres éternels succès ; c'est un lieu où l'on joue à ne pas être touriste, c'est un décor que le peuple vénitien est en train d'abandonner. La beauté figée devient froide et s'abîme, la beauté inhabitée devient un musée, un prétexte littéraire, un endroit pour la pose.

A la lecture de ces pages iconoclastes, on s'empressera de dire que Régis Debray cultive le mépris élitiste de la

foule. Au contraire, il prévient tout un chacun que l'escapade vénitienne n'est pas obligatoire, et qu'on peut regarder les gondoles avec autant de ferveur que l'Angélus de Millet. Puis il nous invite tous à Naples, ville italianissime, sensuelle et fraîche, avec son bruit, son linge suspendu, ses voleurs et le sang miraculeux de saint Janvier. C'est à Venise qu'on trouve les snobs, les hommes d'affaires, les princes de ce monde : « *Naufrage fait de l'espérance, toutes valeurs liquéfiées dans un pêle-mêle donjuanesque et las, un vieux Prince de gauche venait y rôder, y rêver, méditant d'acquiescer un petit palais sur la Giudecca* ». Et ceci encore : « *Il y a des hiérarchies dans le désespoir. Rejeté des Français, défilé, de Gaulle va prendre du champ dans le Connemara. Qui peut l'imaginer, « au soir de sa vie », avec sa canne et son imperméable noir, marchant à contre-vent sur la plage du Lido ? A Venise, on ne s'exile pas, on se carasse* ».

Si Venise a tant de succès, c'est qu'elle offre aux élites une retraite aimable, un agréable refuge, une halte hors du temps. Ailleurs en Occident, la circulation démente, la folle rotation de l'argent. A Venise rien ne bouge. Ce sont toujours les mêmes palais, et les mêmes chats.

Jacques BLANGY

(1) Régis Debray - « Contre Venise » - Gallimard - prix franco : 75 F.

La monarchie républicaine

La grande rupture de la Révolution française, avec le sacrifice sanglant du roi a longtemps dissocié de façon radicale la monarchie de la République. Cette dernière semblait en effet être née de l'exécution de Louis XVI. De là une sorte de traumatisme psychologique qui poussait les royalistes à développer une culture sentimentale du deuil. La réaction intellectuelle de la Contre Révolution y a ajouté une justification philosophico théologique qui a tiré la Monarchie vers le mythe métaphysique antimoderne, en opposition avec une Révolution diabolisée. Certes, la décennie révolutionnaire avait de quoi susciter l'effroi, la répulsion, avec ses aspects totalitaires, faustiens. Mais le risque d'une telle réaction était d'évacuer les difficultés politiques, sociologiques et d'inscrire le royalisme dans une pure nostalgie. Certes, il ne faut pas médire de tous ces royalistes légitimistes du XIX^e siècle qui eurent leurs mérites et qui souvent s'engagèrent courageusement dans le catholicisme social. On peut regretter cependant que ce légitimisme n'ait pas discerné les qualités intellectuelles des libéraux qui participaient d'un même répulsion pour la Terreur mais développaient une réflexion historique et politique qui problématisait la rupture révolutionnaire en montrant ce en quoi elle était contenue dans l'évolution de l'Ancien Régime et réclamait un réaménagement de l'institution royale.

Tocqueville aurait pu aider la pensée royaliste à travers son étude de la société d'Ancien Régime qui établissait que c'est la monarchie qui l'avait amenée à son aspiration à l'égalité. Dès lors, bien loin de constituer un événement imprévu, la révolution du Tiers état résultait d'une exaspération, celle qui apparaît lorsque le peu de privilèges qui subsistait devient insupportable alors qu'il est minime en regard du parcours social déjà accompli. En d'autres termes il ne s'agissait pas d'une révolution métaphysique mais d'une évolution sociologique et politique qui était dans la logique de l'histoire. Qu'elle ait tourné par la suite plutôt mal et même très mal, à travers une dérive idéologique dont Augustin Cochin est le seul à avoir vraiment compris la nature est une chose qui n'a rien à voir avec la nécessité structurelle de réforme de la Monarchie. A leurs manières, d'ailleurs la Restauration et la Monarchie de Juillet, ont tenté de tenir compte de l'échec de la Révolution, en instaurant le régime parlementaire. Mais leur effort commun fut entravé par l'incompréhension des royalistes qui ne comprenaient pas qu'il ne s'agissait pas de revenir en arrière, mais au contraire de reprendre le projet de la monarchie, en tenant compte des réalités contemporaines. La société des ordres avait vécu. Il fallait que la monarchie retrouve l'accord de la société réelle, en allant à la rencontre, par exemple, de ce que Guizot appelait les capacités, c'est-à-dire les forces nouvelles du corps social. Faute de cette réinscription dans l'histoire, le sentiment royaliste était condamné à une pente romantique sans grand espoir.

La tentative maurrassienne pour réintroduire la monarchie dans la pensée politique au tournant du XX^e siècle avait sans doute le mérite de rompre avec le sentimentalisme nostalgique. Elle avait de plus l'habileté de retourner contre la

République ses propres armes intellectuelles - le positivisme - avec les limites que cela supposait. Mais Maurras reprenant à son compte la thématique de « la France poignarde » et les méthodes du républicanisme plébiscitaire et nationaliste - la théorie du coup de force - engageait le combat royaliste dans une logique de guerre civile dangereuse, voire suicidaire. On le vit bien à l'épreuve de la seconde guerre mondiale. Même si, à mon sens, toute l'histoire de l'Action française et de sa pensée devra être reprise, à frais nouveaux, hors de toute perspective apologétique ou polémique, son échec brutal contraind toute nouvelle tentative royaliste à reprendre les choses dans une perspective complètement différente. De ce point de vue, la ligne de conduite du comte de Paris engageant dès avant la guerre sa stratégie politique hors des ornières de la droite extrême est exemplaire. Elle dessinait par avance une voie de retrouvailles entre la Monarchie et la République, au-delà d'un siècle et demi de déchirements. Le général de Gaulle voulant restaurer l'État, trouvait naturellement la sympathie et le soutien de l'héritier de nos rois, d'autant que c'était une monarchie républicaine qu'il instaurait, avec la perspective ouverte d'un appel à continuité capétienne.

par Gérard Leclerc



Ce fut la chance historique de la Nouvelle Action Royaliste de vouloir refonder un militantisme, alors que la conjoncture gaulienne et l'action du Prince reformulaient complètement les principes d'une pensée et d'une stratégie royalistes. La forte brochure que vient de rédiger Bertrand Renouvin constitue la synthèse de toute l'évolution intellectuelle accomplie. Je le dis, sans vouloir sacrifier à l'amitié : c'est un travail tout à fait remarquable dont la précision et la concision font encore mieux ressortir la pertinence. Son angle d'attaque consiste à remettre la monarchie dans le cadre d'une théorie politique fondamentale qui rend obsolète l'opposition philosophique entre le régime républicain et l'institution royale. L'idée de République, née dans la Grèce antique, avait été reprise par les légistes de la monarchie française. Elle « désigne », écrit Bertrand Renouvin, *l'idéal de la politique (l'intérêt général), le Bien commun, l'État de droit*. Plus encore : « *La République est synonyme de légitimité. Le gouvernement légitime étant celui qui reconnaît la souveraineté de la Loi. Aussi la monarchie royale est plus proche que d'autres régimes de l'idéal républicain dans la mesure où elle pose, grâce au principe arbitral, les conditions premières de l'État de droit* ». Sans doute, ce retour à la tradition politique paraît-il paradoxal à beaucoup qui ne parviennent pas à unir la perspective capétienne avec la citoyenneté née de la Révolution. Ne peut-on pas remarquer pourtant, qu'on trouve chez les révolutionnaires la volonté de récupérer toutes les fonctions régaliennes assumées par la monarchie, au risque même de les dépasser ? Et puis il apparaît, pour qui veut revenir sur la rupture révolutionnaire que celle-ci trouve un point d'équilibre malheureusement provisoire avec la Constitution de 1791. Si celle-ci avait été respectée, nous aurions fait l'économie des dérapages ultérieurs.

Cette réinscription de la monarchie dans la République déplaira à tous ceux qui rêvent à une contre révolution rédemptrice et ne la conçoivent que comme un mythe au-delà de toute incarnation dans un monde qu'ils refusent. Bertrand Renouvin leur montre qu'ainsi ils s'enferment dans la marginalité du « groupe en fusion » (selon un modèle léniniste) ou dans la logique d'un ralliement honteux à l'ordre établi. Il faut tirer toutes les conclusions d'une adhésion à la Monarchie républicaine à l'encontre de tout opportunisme idéologique.

Bertrand Renouvin - « Royaliste et Citoyen » - plaquette 56 pages - Éd. Royaliste, 1995 - prix franco : 35 F.

Faites connaître

ROYALISTE

Utilisez nos autocollants

Abonnez vos amis à l'essai 3 mois = 25 F

Un prince sous la Restauration

La Restauration est de retour... dans les librairies. Pierre Rosanvallon, André Castelot et d'autres historiens apportent leur contribution à un regard nouveau sur un temps bien plus passionnant qu'on le croit souvent.

La publication de la thèse de Hervé Robert est d'autant plus intéressante que cet éminent spécialiste de la monarchie de Juillet a reproduit dans sa totalité les « souvenirs » rédigés en 1834 par le jeune prince Ferdinand d'Orléans, fils aîné du roi Louis-Philippe. Un prince d'exception que l'on connaît surtout comme héritier de la couronne, chef militaire glorieux, protecteur des arts et mécène de haut vol. Un prince que l'on connaît aussi, hélas, par le tragique qui a entouré sa fin accidentelle alors que la monarchie de juillet avait le plus grand besoin de sa jeunesse, de son expérience et de son charisme pour s'enraciner dans le pays.

Ces « souvenirs » couvrent la période allant de 1810 à 1830. C'est dire qu'ils sont intéressants à plus d'un titre, car ils montrent la formation politique et intellectuelle d'un prince de la famille royale dans ces années que l'on a si

souvent jugées médiocres. Intéressant aussi le regard critique que porte Ferdinand sur sa propre famille et son jugement sur les règnes de Louis XVIII et Charles X.

Enfin, compte-tenu du nombre impressionnant de personnes croisées ou rencontrées durant ces années, il est instructif (et souvent amusant) de lire les descriptions et l'opinion du prince à leur sujet.

On remarquera au passage toute l'affection (teintée tout de même d'une certaine ambiguïté) que le jeune Ferdinand éprouve pour Charles X, ce qui ne diminue en rien la critique sévère qu'il fait de la politique menée par le dernier roi de France.

On regrettera enfin que ce texte n'ait pas été poursuivi plus avant dans le temps...

Il faut louer le travail remarquable accompli par Hervé Robert qui nous donne une très riche introduction permettant de comprendre au mieux les propos du fils du roi des Français. De même, il convient de souligner l'énorme labeur réalisé par l'historien pour présenter une notice sur chaque personne importante dont le nom apparaît sous la plume du duc d'Orléans.

Marc DESAUBLIAUX

Duc d'Orléans - « Souvenirs, 1810-1830 » Texte établi, annoté et présenté par Hervé Robert, préface de Jean Tulard - Librairie Droz, Genève, 1993, 515 pages - prix franco : 385 F.

La pucelle, l'histoire et l'historien

Fille du peuple pour les uns, vierge sainte pour les autres, Jeanne d'Arc reste surtout la première et meilleure incarnation du sentiment national français.

Loin, très loin des gestulations extrémistes autour de la sainte patronne de France, « Jeanne d'Arc et la Guerre de Cent Ans » (1) de Georges Bordonove s'inscrit dans le même mouvement d'humanisation de la Pucelle que le film de Jacques Rivette. Mais si l'épopée de Jeanne d'Arc demeure son sujet principal, ce volet des *Grandes Heures de l'Histoire de France* n'oublie pas le reste de son titre.

Ce livre a, en effet, l'immense mérite de remonter jusqu'aux origines les plus lointaines du

conflit centenaire entre la France et l'Angleterre afin de mieux dégager son importance pour la formation de notre pays. Ces origines ? L'invasion de l'Angleterre en 1066 et le mariage d'Aliénor d'Aquitaine avec l'héritier d'Angleterre en 1152. Car l'affrontement grandissant entre les deux royaumes qui mène à la guerre de Cent Ans (1337-1453) vient de là.

Les causes proches, la succession au trône de France après les derniers Capétiens directs, sont assez connues grâce à la célèbre fresque de Maurice Druon citée en référence dans le texte (2). L'histoire de Jeanne d'Arc davan-

tage encore. C'est pourquoi, bien que le récit de la vie et de l'intervention de la Pucelle occupe les deux tiers de son livre, Georges Bordonove prend tout le temps d'en dégager la signification symbolique, voire mystique. Jeanne est à la fois ce prodige militaire et cette humble bergère à laquelle tout un peuple s'est identifié, prenant ainsi conscience de son existence. Dès son vivant et surtout après sa mort, c'est l'ensemble des Français qui s'est soulevé contre les Anglais en qui il ne voyait plus qu'un occupant.

Quelques défauts de forme se glissent bien entre les lignes comme la citation de la totalité des lettres d'anoblissement de la Pucelle ou celle des soixante-dix articles de l'accusation de Rouen même résumés chacun à quelques lignes... Mais ils n'enlèvent rien à la qualité de fond de ce récit : raconter la naissance de notre nation.

Olivier DEBROISE

(1) Georges Bordonove - « Jeanne d'Arc et la guerre de Cent Ans », coll. Les grandes heures de l'histoire de France - Pygmalion - prix franco : 139 F.

(2) Maurice Druon - « Les Rois Maudits » - réédité en un volume en 1995 - coll. Omnibus - Prix franco : 160 F.



A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 4 octobre : Quel est le lien entre la conviction royaliste et l'engagement civique ? La question, qui est au cœur de notre pratique politique, a été examinée par Bertrand RENOUVIN dans une brochure, « Royaliste et citoyen », que nous venons de publier. Contre le double danger de l'angélisme et du cynisme, contre les faux-semblants de l'oecuménisme monarchisant, l'auteur montre qu'il existe une forte cohérence entre le souci politique, la fidélité royaliste et la participation à la vie démocratique.

● Mercredi 11 octobre : Les gouvernements se succèdent, changent de couleur et, malgré les promesses, le taux de chômage reste angoissant. Bien avant le candidat Chirac, André GAURON a dénoncé la pensée unique - autrement dit le conformisme néo-libéral qui est responsable d'une

« politique de la misère ». Dans son dernier ouvrage, « Aux politiques qui prétendent réduire le chômage », nourri d'une connaissance théorique et pratique de l'économie, il s'adresse à l'ensemble de la classe politique et montre comment il est possible de lutter victorieusement contre le chômage.

● Mercredi 18 octobre : Depuis deux siècles, la disparition de Louis XVII suscite une multitude de légendes et d'enquêtes farfelues. Historien et journaliste, Philippe DELORME a voulu en finir avec cette « affaire Louis XVII » qui est devenue un élément de la mythologie nationale. Après avoir retracé la vie du jeune dauphin, exploré les principales hypothèses et examiné les pistes ouvertes par l'analyse scientifique, il nous donnera les clefs d'une affaire qui est aujourd'hui exploitée par certaines sectes millénaristes.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande.

BROCHURE

Vient de paraître « A la découverte de la nouvelle action royaliste », petite brochure de 16 pages qui contient une présentation de la N.A.R. ainsi que tous les renseignements concernant l'adhésion au mouvement. Cette brochure est spécialement destinée à être envoyée aux personnes qui nous demandent une documentation, mais il serait souhaitable que tous les amis de la N.A.R. en détiennent quelques exemplaires pour pouvoir donner aux personnes avec lesquelles ils parlent du mouvement.

Tarif franco : 1 ex. = 6 F - 5 ex. = 23 F - 10 ex. = 39 F.

☛ Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos amis à adhérer à la N.A.R.

CONFÉRENCE

A l'invitation de l'hebdomadaire *France-Catholique*, Gérard Leclerc donnera une série de conférences sur les grandes polémiques dans l'Eglise contemporaine. La première de ces conférences « Eugen Drewermann ou la régression prébiblique » aura lieu le mardi 26 septembre à 20 h et sera suivie d'un débat puis d'un buffet amical. Lieu de la conférence : Salle paroissiale de l'église Notre-Dame de Bercy, 11 rue de la Nativité (à droite de l'école maternelle de la place La Chambaudie, Paris 12^e (Métro Bercy ou Daumesnil, bus 24 ou 62).

nouveau ! L'autocollant publicitaire pour *Royaliste*



La planche de 24 : 7 F franco
Les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco
Les dix planches (240 ex.) : 30 F franco

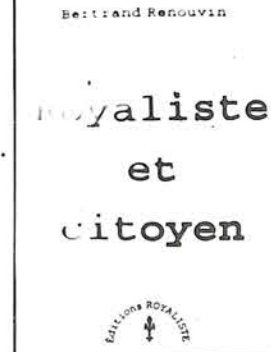
TEXTES

Il y a quatre ans nous avons publié une plaquette « La N.A.R. en textes », contenant toutes les motions votées par nos Congrès depuis 1981. Elle vient d'être complétée d'un additif avec les textes des Congrès de 1992 à 1995 (thèmes : Europe et souveraineté nationale, participation des

citoyens à la vie civique, politiques de l'emploi, réforme de la Justice, aménagement du territoire, défense nationale, emploi/activité/rémunération, État laïque et religieux).

☛ Tarif franco : La plaquette+additif = 20 F - L'additif seul : 10 F.

Vient de paraître



« La plaquette que vient de rédiger Bertrand Renouvin constitue la synthèse de toute l'évolution intellectuelle accomplie par la Nouvelle Action Royaliste, c'est un travail tout à fait remarquable dont la précision et la concision font encore mieux ressentir la pertinence ».

Gérard Leclerc

Prix franco : 1 ex. 35 F - 5 ex. : 145 F - 10 ex. : 260 F
Commandes au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de *Royaliste*.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Confusions

Comme on peut se tromper ! La victoire de Jacques Chirac nous faisait redouter la mise en place d'un pouvoir monolithique, assuré pour longtemps de son hégémonie sur la représentation nationale et sur l'État, et l'ennui d'un soliloque gouvernemental face à une opposition réduite à la portion congrue. Mais comme on nous promettait depuis des mois l'ardeur du changement, le sérieux de la gestion et l'enthousiasme de la mobilisation, nous nous apprêtions à tempérer nos émois au nom de l'efficacité.

Or ce qui se passe est inouï.

La cacophonie gouvernementale est telle qu'on peut poser pour règle que tout ministre qui annonce une intention quelconque est immédiatement contredit par un autre ministre : M. Emmanuelli s'oppose à M. Debré sur la répression de la mendicité, les déclarations de M. Raoult sur le déplacement des « familles à problèmes » suscitent les sèches répliques de certains de ses collègues, et les provocations de M. Madelin à l'encontre des fonctionnaires obligent le Premier ministre à renvoyer son ministre des Finances après cent jours - ce qui ne s'est jamais vu sous la V^e République.

Cette anarchie s'explique en partie par la structure lourde et complexe du gouvernement, et par la médiocrité visible de la plupart des ministres et secrétaires d'État. Comment se fait-il qu'un parti aussi ancien et puissant que le RPR soit si pauvre en talents ? Toujours est-il que le Premier ministre doit suppléer aux innombrables défaillances de ses ministres par les relais qu'il a placés dans les cabinets : ce qui parachève le gouverne-

ment technocratique dénoncé à grands cris par Jacques Chirac pendant sa campagne.

Cependant, le contrôle par les cabinets ministériels ne peut empêcher l'affrontement entre différentes sensibilités politiques. Il y a les libéraux, les conservateurs, les réactionnaires patentés et même un séguiniste (François Fillon) qui a récemment provoqué une énorme pagaille à France Télécom. Immense confusion, significativement illustrée par l'incertitude des chiffres du chômage. Même



l'évaluation statistique, critère des critères, fait pour le moment défaut !

De cette situation invraisemblable, trois tendances majeures se dégagent pourtant :

- l'effort annoncé pour réduire la « fracture sociale » disparaît sous les paroles et les actes d'exclusion. Chasse aux mendiants, chasse au faciès, déstabilisation des immigrés en voie d'intégration sous prétexte de lutte contre les clandestins : Jean-Louis Debré et quelques autres additionnent le mépris libéral pour les pauvres et la xénophobie militante. A quoi s'ajoute l'opposition que le gouvernement tente d'établir entre les fonctionnaires et les salariés.

- la « révolution culturelle » annoncée par Jacques Chirac a fait place à une gestion dont le caractère timoré s'explique d'autant moins que le nouveau président disposait d'un crédit et d'une assise politique qui permettaient de réaliser rapidement des changements décisifs. Depuis le début, c'est l'immobilisme qui prédomine.

- le discours sur la réforme, accentué après l'éviction du ministre des Finances, a perdu son ambiguïté première. Loin de bousculer le conformisme ambiant, Alain Juppé est discrètement partisan de la réforme selon la pensée unique, celle d'un libéralisme économique dont Alain Madelin a eu l'imprudence de souligner la logique anti-sociale et anti-syndicale, mais qui reste l'idéologie de référence de Matignon : on gèle les revenus des fonctionnaires, on veut durcir les conditions d'attribution du RMI, et on continue le démantèlement du secteur nationalisé.

Ainsi, il aura suffi de cent jours pour que le charme du discours chiraquien soit dissipé par un premier ministre qui balance au gré des circonstances entre le libéralisme conservateur et le conservatisme libéral, en laissant à Jean-Louis Debré et autres Raoult le soin d'appliquer démagogiquement le programme du Front national.

Il faut pour le moment s'en tenir à ces constats. L'épreuve du terrorisme nous oblige à une retenue de principe, et la campagne menée par certains gouvernements étrangers et par le groupe de pression écologiste contre la reprise des essais nucléaires nous conduit à exprimer un soutien raisonné au chef de l'État parce que c'est notre dissuasion nucléaire qui est contestée, et parce que c'est la France qui est agressée et diffamée. Mais, c'est le moins qu'on puisse dire, l'heure n'est pas à l'enthousiasme.

Bertrand RENOUVIN